# Réflexions sur l’état d’urgence sanitaire

Nous sommes confiné·es depuis le 16 mars 2020. Je fais partie des privilégié·es qui ont un extérieur, avec conjoint bienveillant et enfants, qui vivent dans un quartier tranquille classe moyenne aisée où l’on ne croise quasi jamais les FDO, ne perdent pas de salaire pour le moment (télétravail), et ont la peau blanche (Oui, ça aide.). Je peux même me permettre, hors mes déplacements pour les courses avec attestation dûment remplie, de me balader tranquillement dans mon quartier si l’envie m’en prend.

Et vous savez quoi ? Si je le fais, je culpabilise. Même quand je vais faire mes courses. Même si je sors avec un masque. Même si je ne dépasse pas les 200m d’éloignement de mon domicile. Je ne culpabilise pas seulement, j’ai peur.

Pas peur du Covid-19, lui, je me dis que si il veut me choper, il trouvera bien un moyen. Ça peut venir de mon conjoint qui, lui, est forcé de continuer à travailler à l’extérieur avec des mesures sanitaires aléatoires, (Croisons les doigts, en ce moment, c’est pas trop mal, mais ça n’a pas toujours été le cas et ça peut revenir…), de mes enfants en garde alternée qui passent d’un foyer à l’autre chaque vendredi, des quelques courriers que je reçois et que je prends sans gants, (Non, je ne sais pas plus combien de temps le virus survit à l’air libre ou sur les matériaux non-organiques que les scientifiques aux avis divergents en la matière. Si vous avez des informations fiables et non-contradictoires, je suis preneuse.), des articles que je manipule à mains nues dans les magasins où sont passées des centaines de personnes avant moi infectées ou pas, ou simplement à la caisse des supermarchés où la distance de sécurité est impossible à respecter entre deux files d’attente contiguës.

Je n’ai pas non plus peur de contaminer quelqu’un au cas où je serai porteuse du virus : je sors avec un masque, et je respecte les distances de sécurité dans les rares cas où je croise quelqu’un·e.

Non, j’ai peur d’être verbalisée, d’être maltraitée physiquement et/ou verbalement par les FDO qui craquent leur slip depuis qu’illes ont les pleins pouvoirs grâce aux ordonnances du 23 mars 2020. (Bien que j’ai conscience d’encourir ce risque à une échelle bien moindre que les personnes racisé·es et/ou habitant·es des quartiers populaires.) J’ai peur de mes concitoyen·nes qui trouvent légitime de perdre leur liberté. J’ai peur des applaudissements tous les soirs à 2Oh qui héroïsent les soignant·es et les pénaliseront quand tout ça sera fini et qu’illes demanderont (encore) plus de moyens pour les hôpitaux, parce que voyez-vous, les héro·ïnes, ça donne sans compter, et ça ne s’abaisse pas à de basses considérations financières… (Illes travaillent pour la beauté du geste, mesdames messieurs, certainement pas pour de l’argent, allons donc…) J’ai peur pour tou·tes les salarié·es, dont je fais partie, qui vont devoir accepter de travailler plus pour gagner moins, de s’asseoir sur leurs congés/vacances, pour redonner ses couleurs au grand Capital un peu trop blafard après de si mauvais traitements, le pauvre. Grand Capital, qui, semble-t’il, est la fin ultime de notre horizon à tou·tes. Ces mêmes travailleur·ses que l’on culpabilisera à grands coups «d’unité nationale» et «d’indispensable effort de solidarité», et qui acquiesceront, pensant travailler pour la communauté et récolter elleux aussi leur moment de gloire bien mérité, comme nos héro·ïnes soignant·es si inspirant·es en ce moment. («Comment se redonner une conscience» clés en main, on dormira mieux, et on oubliera encore plus facilement ce que l’on prenait déjà grand soin d’ignorer.) J’ai aussi peur des discours ambiants qui légitiment les violences policières. Celles-là mêmes qui commençaient à ne plus pouvoir se cacher avant le 16 mars, mais avaient encore le «mérite» d’être moralement condamnables, à défaut de l’être judiciairement parlant (Merci pas merci l’IGPN et les tribunaux d’injustice). Fini tout ça. «Illes» ont le droit. C’est marqué dans les ordonnances. Et aussi dans les décrets divers et variés dont l’interprétation reste à la discrétion de l’agent·e et de son besoin égotiste de goûter à un pouvoir inédit entre ses mains. Maintenant, si les FDO se prennent pour les rois/reines du monde, c’est tout simplement parce que les vilain·es récalcitrant·es les ont

obligé·es à durcir leurs pratiques. Voilà, bien fait pour vous, fallait écouter dès la première fois, ça vous apprendra. Vous comprenez que la faute vous incombe à vous, qui n'avez pas voulu obéir au doigt et à l'œil, et à personne d'autre ? Oui, personne d'autre que vous.

En tout cas, certainement pas à nos dirigeant·es, non, certainement pas. Même s'illes ont sciemment ignoré les retours et conseils des pays déjà touchés par la pandémie depuis plusieurs mois. (On allait quand même pas mettre l'économie en péril pour quelques décès de prolos, si? Toute façon Mme Buzin elle a dit fin janvier que le covid il allait rester à Yuhan, alors, hein...) Même s'illes ont donné des informations contradictoires en quelques semaines, et continuent de le faire. (Le 12 mars après-midi, Mr Blanquer nous rassure en nous affirmant qu'il n'y a aucune raison de fermer les écoles, même si l'annonce de leur fermeture est arrivée le soir. Le covid a dû s'introduire dans tous les établissements scolaires entre 16 et 18h, le fourbe…) Et la plus belle : le 11 mars, notre président plein d'allégresse nous enjoint à «ne renoncer à rien […] et surtout pas à la liberté», pour nous taper violemment sur les doigts cinq jours plus tard si on osait suivre son exemple. (Le fait d'admettre enfin la dangerosité de la pandémie puisqu'elle semble s'attaquer à toutes les classes sociales, Assemblée Nationale comprise, y serait-elle pour quelque chose ? Non, sûrement pas…) Même s'illes profitent de la situation pour instaurer un nouvel état d'urgence et démolir ce qui restait du code du travail, sape déjà entreprise à pas de loups depuis les derniers quinquennats, mais qui bénéficie dès lors d'une toute nouvelle et bienvenue légitimité. Plus besoin d'y aller en lousdé, on peut bourriner pépère, ça va passer. Et illes ont raison : ça passe. Comme en son temps Charlie fustigeait tou·tes celleux qui se refusaient à « être lui », la posture d'appel à «l'unité nationale» fait le job. Vous êtes avec nous ou contre nous. C'est à la fois simple à dire et facile à comprendre, what else ?

Plus facile, certes, que d'envisager que le parallèle avec Charlie ne s'arrête sans doute pas là. Que l'état d'urgence, comme celui destiné à lutter contre le terrorisme en son temps, finira probablement institutionnalisé, et qu'on ne verra pas où est le problème. Que le modèle social solidaire que des syndicats et militant·es divers essayaient tant bien que mal de préserver ne sera plus qu'une histoire racontée par nos grands-parents. Que le taux de pauvreté et de précarité continuera à grimper en flèche, mais qu'on s'arrangera pour garder à la limite la juste part nécessaire de la population pour éviter un trop fort sentiment d'injustice, dangereuse graine de révolution à étouffer dans l'œuf. On continuera de nous présenter le modèle capitaliste comme incontournable, indispensable, achèvement parfait de tout modèle de société, au-delà duquel rien n'existe, sinon des utopies adolescentes et forcément immatures.

Peu importe que des communautés au fonctionnement différent aient déjà existé, et continuent de le faire, à divers endroits du monde et moments de l'Histoire. Elles sont forcément vouées à l'échec, la preuve, elles finissent toujours par disparaître. Mentionner qu'elles ont à chaque fois disparu par une répression venue de l'extérieur, et non par un dysfonctionnement interne n'a aucun intérêt. Elles ne sont pas viables et c'est tout, on vous dit. Merci de penser dans le rang, ça apaisera tout le monde, et ça évitera qu'on durcisse les lois sur les libertés parce-que-si-vous-continuez-c'est-ce-qu'on-va-faire-vous-nous-y-obligez-ça-sera-de-votre-faute-venez-pas-vous-plaindre-après.

Réfugions-nous plutôt dans le confortable nihilisme qui consiste à ressasser que l'Humain est mauvais, pourri, et que de toute façon, ça sert à rien, la preuve, y'a des guerres, des fafs, et les écosystèmes s'effondrent à cause de nous. (Faits réels et incontestables, va sans dire, et donc?) On niera au passage la contradiction entre ce discours affiché, mais tout en continuant à vivre, voire à faire des enfants, que l'on condamne donc sciemment et sans scrupules à grandir dans un monde de merde où nul espoir n'est permis. Le fait que ces personnes parviennent encore à dormir sur leur deux oreilles et se lever le matin restera éternellement un mystère pour moi…

Premièrement, cet argumentaire est une pensée occidentalo-centrée qui s'ignore. En effet, comment prétendre que l'Humain est universellement mauvais puisqu'il détruit la planète, alors que des peuples entiers d'autochtones ont préservé pendant des siècles leur biotope, et ont continué de leur mieux à lutter contre les dommages des colons nouvellement arrivé·es ? Ces gens-là ne seraient-illes pas Humain·es ? Ou alors, le problème viendrait-il plutôt du capitalisme et de ses pendants impérialistes et colonialistes ? Non ?

Ensuite, toutes les sociétés auto-gestionnaires qui ont existé ou existent encore, à petite ou grande échelle, ont-elles déclenché des guerres ? Développé des pratiques fascisantes ? Détruit leurs biotopes ? Laissé mourir des gens de malnutrition ou de pauvreté extrême ? Autre ? Spoiler alert : la réponse est non. Et ces sociétés sont pourtant définitivement composées d'êtres humains, fait de chair et de sang comme vous et moi. Alors ? L'Humain peut-il être confortablement taxé de tous les maux, de façon générale, universelle et incontestable, pour se draper derrière ce triste constat afin de fermer les yeux sur autre chose que son confort personnel ? À vous de voir, mais en ce qui me concerne, mon choix est fait.

Je n'ai pour l'instant évoqué que mes ressentis personnels, et occulté les autres statuts qui font également ce que je suis. À savoir, femme, mère, prof, et militante syndicale.

Que dire alors de toutes ces casquettes portées à tour de rôle et/ou simultanément par tout·e individu·e ?

En tant que femme, le confinement me rappelle inlassablement et jour après jour le rôle que le patriarcat m'a assignée sans mon consentement : être désirable. Oui, même confinée, une femme se doit de prendre soin d'elle, de soigner sa coupe de cheveux, sa tenue, son poids sur la balance et surtout ne pas céder à la faiblesse de cesser, ou seulement d'espacer, les séances d'épilation. Pour preuve les trop nombreux mèmes courant sur les réseaux sociaux sur les femmes avant/après confinement, et les bonnes tranches de rigolade qui vont avec. Des mèmes équivalents sur les hommes ? On en voit passer quelques uns par ci par là… mais c'est beaucoup moins drôle. Une femme avec du ventre est une femme qui perd en capacité de séduction, semble-t'il, alors qu'un homme avec son petit bidon de bière fera l'objet d'un article sur le si touchant «belly daddy», le rendant désirable au-delà de sa plastique normée ou pas. Une femme, c'est différent. Il y a des normes à respecter, voyez-vous. Ni trop grande, ni trop petite, valide évidemment, obligatoirement mince, (cf les fameux «Je suis grosse.» «Mais t'es belle quand même !» «J'ai dit que j'étais grosse, connard, pas que j'étais moche. C'est pas incompatible, merci de t'instruire.»), visage symétrique aux traits fins, propreté et look travaillé, blanche de préférence, racisée à la limite à condition de ne pas être voilée, noire trop foncée, d'avoir de grosses lèvres, un nez épaté et une coupe afro. Je résume et j'en oublie. Si t'es pas «académique» (De quelle «académie» au fait ? Ah oui, «Patriarchy University of Oppression Research», pardon.), tu sors du marché des «baisables par mec cis hétéro». Mince alors… Notre principale ambition dans la vie, on en est toutes chamboulées ! (Non) Bref, soyons claire, je passe ma journée en pyj si je veux, je me maquille seulement quand j'ai envie, je bouffe ce qui me fait plaisir car seule compte ma propre opinion sur mon corps, et je m'épilais déjà rarement avant confinement, c'est pas pour commencer ces conneries maintenant. Mon conjoint ? Il ne s'en porte pas plus mal, merci de vous inquiéter de lui avant moi, et si ce genre de choses le contrariait, il n'aurait, en premier lieu, jamais pu devenir mon conjoint, parce qu'il m'aurait grave saoulée. CQFD. (En plus, vous voyez, je suis une «femme bien» en couple hétéro, pas comme ces salopes de lesbiennes et/ou ces pauvres femmes célibataires, obligatoirement malheureuses de l'être, parce que c'est bien connu, pas de félicité possible au-delà du couple hétéronormé. En fait, si. C'est même carrément possible, déso.) Dans un autre domaine de la vie de femme, j'ai la chance infinie… Non, attendez… C'est pas une chance, c'est la normalité, c'est le cas inverse qui est anormal, en fait… de ne pas connaître de violences au sein de mon couple. Qu'en est-il de toutes les femmes emprisonnées avec leur bourreau depuis la mi-mars ? Il en est que

les violences conjugales ont augmenté de 32 % selon les statistiques des associations, que le 3919 répond une fois sur deux, et que les centres d'hébergement sont surchargés. Rester chez soi en tenant à coups d'anti-dépresseurs quand on en a sous la main dans le meilleur des cas, ou en tremblant à chaque interaction avec son conjoint dans le pire, ça aussi, ça fait partie de l'effort national ? On entend encore, en 2020, et en plein confinement, des questions aussi incroyables que : «Mais pourquoi elle reste ?» C'est vrai, on se le demande bien… C'est qu'elles doivent un peu le chercher, sans doute. Ou pas. Je ne reviendrai pas ici sur les multiples motifs qui peuvent contraindre une femme à subir ces abus sans pouvoir s'y soustraire, ils sont légions et faciles à imaginer pour peu qu'on s'en donne la peine.

En tant que mère, le bilan n'est pas forcément plus réjouissant. Déjà, il vaudrait mieux pour moi que j'évite de tomber enceinte pendant le confinement, parce que l'accès à l'IVG en est sacrément diminué, et parce que même sortir de chez soi pour s'acheter un test de grossesse peut faire l'objet d'une amende de 135€, car pas «de première nécessité». Idem pour les protections périodiques. (Pas «hygiéniques», les règles, ça n'est pas sale, ni dû à un manque d'hygiène. Merci.) C'est le moment ou jamais de se mettre toutes au flux instinctif pour participer à l'effort national, les filles, merci d'avance de votre coopération. De même, mythe de «l'instinct maternel» oblige, je me dois de me réjouir d'avoir mes enfants à charge H24, télétravail ou pas on s'en fout. Évidemment, puisque la gestion des enfants n'est pas un travail, à peine un métier pour certaines qui n'ont pas d'autres talents que celles que Mère-Nature leur a donné. Oui, on est bien content·es de les trouver les assistantes-maternelles, mais bon, avouez quand même que c'est un métier à la cool : rester chez soi à faire ni plus ni moins que ce que tu fais déjà toute la journée avec tes propres gosses, ça va… Normal qu'elles fassent partie des catégories professionnelles les plus sous-payées et précarisées. (Comme toutes les catégories professionnelles fortement féminisées… Tiens donc???) En fait, non. Garder des enfants est un travail, qui plus est à plein temps, (Ça ne s'arrête pas en fin de journée, la nuit ou les week-ends.), et non, ça ne s'improvise pas. Tou·tes les parent·es ont appris sur le tas, au fur et à mesure, erreurs multiples à la clef. Les assistantes-maternelles, quant à elles, ont été dûment formées, même si elles étaient déjà mères, et ne peuvent pas négocier d'heures de pause avec leurs employeur·ses. Elles assurent non-stop, sans broncher. Alors oui, télétravailler avec ses enfants à la maison, surtout s'illes sont en bas âge, c'est épuisant. C'est une triple journée. Triple ? Oui, parce que les femmes effectuent déjà à elles seules encore 80 % des tâches ménagères d'après l'INSEE, phénomène tristement connu sous le nom de «double-journée des femmes». En bien voilà la troisième couche qui nous manquait : la même chose, mais en travaillant simultanément. Ouaip, facile… Je suis, encore une fois, privilégiée, parce qu'en garde alternée et que je ne suis pas la seule adulte de la maison. Je n'ose imaginer l'enfer que vivent les mères célibataires à plein temps. Leur apporter une aide, un soutien ne serait-ce que financier ? Impossible. Effort national, on vous dit. Qu'elles se démerdent.

En ce qui concerne mon travail, justement… Il se trouve que je suis en télétravail parce que je fais partie de ce corps indispensable et si essentiel à la Nation : la Fonction Publique de l'Éducation Nationale. Vous savez, ce truc où on peut se foutre en arrêt-maladie dès qu'on a le nez qui coule, qu'on est tout le temps en vacances, et que même quand on «bosse», toute façon, on a qu'à reprendre les mêmes cours que les années d'avant sans en changer une ligne !? Et puis aussi, j'oubliais, pour si peu de choses, on est payé·es 4000€ par mois, dixit Mr Sarkozy. Ça a l'air tellement idyllique qu'on se demande bien pourquoi on a tant de mal à recruter… Y aurait-il baleine sous gravillon ? Bref, je passe sur les clichés que tout le monde connaît, mais ça, c'était avant. Maintenant, confinement oblige, il y a la « continuité pédagogique ». Ce si beau projet pour lequel nous étions, parait-il, fin prêt·es. Tellement prêt·es que nous avons dû attendre une semaine avant de pouvoir se connecter sans encombre sur les plates-formes de l'Educ, qui buguaient à tour de bras. Tellement prêt·es qu'environ 50 % de nos élèves ont décroché. Tellement prêt·es que seul·es celleux parmi nous qui avaient le matériel nécessaire à la maison ont pu effectuer le télétravail demandé, sans aucune prise en charge de nos employeur·ses, comme le stipule pourtant le Code du

Travail. (Eh oui, il existe des profs sans ordi perso et/ou connexion internet, et oui, c'est leur droit.) Quand il s'agit d'effort national, le respect du Code du Travail, c'est pour les losers. Vous chouinerez plus tard, quand vous pourrez à nouveau vous faire gazer en manif. Et non, on ne vous écoutera pas davantage. Je passe également sur les injonctions contradictoires des Ministres, Recteurices, inspecteurices… Restez chez vous mais rendez vous quand même dans des points-relais pour apporter des cours-papiers aux élèves sans connexion, et ce sans autorisation dérogatoire. Respectez les directives en matière de protection des données personnelles, mais appelez vos élèves deux fois par semaine avec votre téléphone perso, et n'hésitez pas à leur donner vos coordonnées WhatsApp si ça peut aider. Donnez leur des devoirs notés pendant le confinement, mais les notes données pendant le confinement ne compteront pas. Les examens sont supprimés au profit du contrôle continu, (Vous voulez dire, comme les E3C ? Ah ouais, tiens , marrant…), mais continuez le travail déjà engagé avec les élèves en vue d'un examen qu'illes ne passeront pas, parce que ce travail doit être «finalisé et valorisé» (Je cite). Si ça vous paraît pas clair et que les élèves vous posent des questions sur la pertinence du truc, démerdez-vous. On s'en fout c'est effort national et c'est marre. On a pas dit que vous deviez donner du sens à votre boulot, juste que vous deviez bosser, point barre. Bande de feignasses. Mais soyez heureux·ses, on va vous inonder de tutos, instructions officielles, consignes en tout genre pour vous «aider», avec le petit ton infantilisant qui va bien, tout en faisant passer la pilule à coups de «Je vous félicite pour votre engagement». Ouf, du coup, ça va mieux. On est des héro·ïnes nous aussi, alors ? Permettre aux élèves ~~d'empocher un diplôme pour être corvéables à merci dans le monde du travail~~ d'acquérir une autonomie et un esprit critique, c'est essentiel à la lutte contre l'ennemi national viral ? Chouette, je me rendais pas compte. Je suis certaine que tou·tes les parent·es décédé·es depuis le début de la pandémie sont mort·es rassuré·es parce qu'illes ont pu se dire «Au moins, Jean-Bob aura son Bac. Je peux partir l'esprit tranquille.» Merci Jean-Mi.

Sans doute suis-je trop attachée au respect du Code du Travail parce que je suis syndicaliste, me direz-vous ? Oui, ça m'intéresse, en tant que syndicaliste, notamment, et en tant que travailleuse, tout simplement. Parlons-en des syndicalistes confiné·es. Qu'en reste t'il, une fois passé·es à la moulinette des ordonnances de l'État d'Urgence Sanitaire ? Ça dépend… Certains syndicats réformistes trouvent encore du grain à moudre et endossent sans vergogne le costume de participant·e à l'effort national, tranquilles. Mais nous ne sommes pas tou·tes à la CFDT ou équivalent. Voire, pour certains, la lutte syndicale ne s'arrête pas au respect du Code du Travail. C'en est une partie conséquente, certes, mais il se trouve que de nombreux syndicats ont une vision globale et intégrale de la société qu'ils souhaiteraient pour les travailleur·ses. C'est en tout cas le cas de mon syndicat. (La CNT, ces dangereux·ses gauchistes-extrêmes-révolutionnaires-blackbloc-casseur·ses-violent·es-sans cervelle-idiot·es utiles du système, vous savez ? 😉;-) ) Et bien il se trouve que les pratiques syndicales, quand elles sont basées sur le collectif, se voient gravement entravées et handicapées sous confinement. Bien sûr, nous continuons la lutte «virtuelle», via les réseaux sociaux, les réunions audio/vidéo, les site web et autres blogs… Mais que sont ces pratiques sinon une multiplication d'individu·es tentant de tendre vers le même but, sans jamais pouvoir créer de réel collectif ? Qui d'entre nous peut aujourd'hui aller sur le terrain, accompagner nos collègues dans les boites, les soutenir en cas de manquements des employeur·ses au règles de sécurité, de respect du Code du Travail ? Nous parvenons encore à le faire à petite échelle, mais combien d'entreprises restent sur le carreau ? Il existait déjà des déserts syndicaux dans de nombreuses branches avant confinement. C'est pire. Les salarié·es, en télétravail et/ou forcé·es au déplacement, sont à la merci des employeur·ses, trop ravi·es de pouvoir les oppresser sous couvert d'effort national culpabilisant. Et au-delà du statut de salarié·e, comment incarner des valeurs de liberté et d'auto-gestion quand nos propres libertés sont drastiquement limitées et qu'on assiste à un matraquage redoublé d'appel à la relance d'un système économique délétère ? Que devient notre attachement à la liberté quand ses restrictions sont demandées et souhaitées par le peuple lui-même au nom de sa sécurité ? Notre marge de manœuvre est évidemment très réduite, pour le plus grand bonheur de nos dirigeant·es néo-libéraux·ales, qui masquent leur incompétence et leur avidité sous

une posture de fausse inquiétude pour l'économie. Bien entendu qu'illes sont inquiet·ètes, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Mais uniquement de leurs dividendes et de leur profit, et d'une possible prise de conscience de leurs salarié·es, qui pourraient bien un jour réaliser l'ampleur de l'arnaque, à savoir qu'illes seront les seul·es à payer cette crise, créée par d'autres. C'est un tour de force brutal auquel nous sommes en train d'assister : contraindre le peuple à un tel niveau d'insécurité qu'il en vient à exiger lui-même d'y perdre sa liberté, espérant ainsi y trouver son salut. La boucle est bouclée.

Alors, comment vous dire… ? Un effort national, oui, mais certainement pas celui-là. Pas pour remettre une pièce dans la machine capitaliste et néo-libérale. Union nationale, oui, mais pas avec celles et ceux qui ont sapé nos infrastructures de solidarité et nous ont mené·es dans l'impasse économique, écologique et patriarcale où nous nous trouvons actuellement. Non, ces appels à la solidarité, aussi inopinés qu'hypocrites, ne nous convaincront pas, et n'effaceront rien. Quelles que soient les impasses et inévitables errances du moment, la crise actuelle a au moins le mérite de mettre en lumière pour qui veut bien voir que notre système est au-delà de défectueux : il est mortifère. Il n'appartient qu'à nous, celles et ceux soudainement devenu·es les héro·ïnes essentiel·les à la Nation (celleux qui font tourner le bousin, en fait, surprise!!!...), de prendre la mesure de cette leçon pour envisager un autre système et le mettre en place par nous-mêmes. En définitive, soyons sérieux·ses : restons utopiques.

Je laisserai le mot de la fin à Errico Malatesta :

*« L'anarchie […] est l'idéal qui pourrait même ne jamais se réaliser, de même qu'on n'atteint jamais la ligne de l'horizon qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on avance vers elle, l'anarchisme est une méthode de vie et de lutte et doit être pratiqué aujourd'hui et toujours, par les anarchistes, dans la limite des possibilités qui varient selon les temps et les circonstances. Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui, demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours.*

*Si pour vaincre il faut pendre sur les places publiques, je préfère être vaincu. »*

Merci.